

Haut débit : Neelie Kroes tance les opérateurs européens

Dans un entretien accordé au [Wall Street Journal](#) en marge du **Forum économique mondial** de Davos, **Neelie Kroes**, vice-présidente de la **Commission européenne** en charge de [la stratégie numérique de l'UE](#), a réaffirmé que les opérateurs locaux ont tout intérêt à augmenter les débits de leurs réseaux.

Il s'agit à la fois de soutenir la croissance du continent et de maintenir la compétitivité d'acteurs européens des télécoms face à leurs concurrents internationaux, rapporte le quotidien financier dans son édition du 23 janvier.

Neelie Kroes exhorte les opérateurs à augmenter les débits

« Un accord est un accord, (les industriels) doivent savoir que le paquet du 12 juillet nécessite une mise en œuvre », a déclaré Neelie Kroes en référence aux [objectifs d'investissement](#) dans le haut et le très haut débit dévoilés l'été 2012.

Si les groupes européens de télécommunications ne prennent pas l'initiative de déployer des réseaux plus rapides, d'autres le feront et en tireront profit. « Un bon nombre d'entre eux viennent d'Amérique Latine, de Chine, et ils sont très intéressés par le marché européen », a-t-elle ajouté.

L'an dernier, América Móvil, groupe détenu par l'homme d'affaires mexicain **Carlos Slim Helú**, a augmenté sa participation dans les opérateurs néerlandais KPN et autrichien Telekom Austria.

Par ailleurs, Orange Autriche, dont [France Télécom détenait 35 % du capital](#), a été vendu au conglomérat hongkongais Hutchison Whampoa. Ce rapprochement, qui a reçu en décembre le feu vert de **Joaquín Almunia**, commissaire européen chargé de la concurrence, témoigne de [la consolidation du marché](#).

L'opération pourrait constituer, selon de nombreux analystes, un précédent pour d'autres acquisitions de ce type sur un marché européen des télécoms encombré.

Le premier opérateur des États-Unis, AT&T, chercherait lui-même à acquérir une ou plusieurs entreprises télécoms en Europe, d'après des sources proches du dossier citées par le *Wall Street Journal* mi-janvier.

« Les jugements concernant de telles fusions sont liés à une approche régionale ou nationale de ce qui constitue la meilleure option pour le consommateur. Mais nous devons réfléchir à ce qui est meilleur pour l'Europe dans son ensemble », a conclu Neelie Kroes à ce propos.

Voir aussi

